

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 9

Artikel: Corée : demain la réunification?
Autor: Sandoz, Bernard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345225>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Corée: demain la réunification?

Par le Major General Bernard Sandoz¹

Les deux articles précédents du Major General Sandoz dataient de septembre 1991. Dans l'intervalle, les événements se sont précipités et il a paru indispensable d'en tenir compte pour une information complète de nos lecteurs. Voici donc la suite et la fin de sa contribution (réd.)

La situation en Corée évolue rapidement. Alors qu'aucun contact direct n'avait eu lieu depuis la fin de la guerre de 1950-1953 (à l'exception de quelques rencontres restées sans suite en 1972-1973), le rythme et le nombre des contacts à tous les niveaux et dans tous les domaines décrivent, depuis juillet 1990, une courbe ascendante inimaginable il y a un an et demi. De huit en juillet et sept en août, ces rencontres passent à onze en septembre, puis à vingt-deux en octobre, pour redescendre légèrement à seize en novembre et neuf entre le 1^{er} et le 14 décembre 1990. Depuis, on ne les compte plus. Parmi ces diverses rencontres, signalons deux matches de football et des échanges artistiques, en particulier les deux «Pan National Unification Music Concerts». Au chapitre des revers, il faut mentionner le projet de la «Pan National Conference» prévue pour le 15 août 1990, au cours de laquelle 3000 personnes environ, venues du Nord et du Sud, auraient dû se retrouver à Panmunjom. Les voyages

illégaux de l'étudiante Im Su-kyong et du pasteur Moon à Pyongyang, leur retour au Sud, tout aussi illégal via Panmunjom, avaient fait échouer ce meeting. Seuls les visiteurs du Nord, 1300 personnes, dont de nombreux étrangers, avaient attendu en vain la venue de leurs compagnons du Sud. La «Reunification March» d'août 1991 devait conduire quelque 1500 personnes du mont Paektu, à l'extrême nord de la péninsule, jusqu'au mont Halla, situé sur l'île de Ceju au sud; arrivés à Panmunjom, les marcheurs n'avaient pas pu franchir la frontière vers le Sud. En effet, cette «frontière» est une ligne de démarcation militaire, au milieu de ce que l'on nomme en allemand un *Militärsperregebiet* que seuls les membres de la NNSC peuvent franchir sans autorisation spéciale.

Ces deux échecs mis à part, l'année 1991 suivit la même courbe ascendante que 1990 en matière de rencontres et de progrès, si l'on fait abstraction d'une brève coupure dans ce dialogue intercoréen, provo-

quée par l'exercice militaire combiné américano-coréen «Team Spirit» exécuté en février-mars 1991 en Corée du Sud. Les Nord-Coréens, interprétant ces manœuvres annuelles comme la préparation d'une attaque contre leur territoire, avaient repoussé de plusieurs mois la date de la quatrième rencontre entre les premiers ministres des deux Corées.

L'accord du 13 décembre 1991

Surprenant tout le monde, cette rencontre marque un progrès significatif. En octobre 1991, les deux Corées mettaient au point à Pyongyang un projet d'accord; pour beaucoup, cette ébauche manquait encore de substance et n'aurait pas forcément de ce que serait le résultat au cinquième round de ces pourparlers. Or, nouvelle surprise, les deux premiers ministres signaient, le 13 décembre 1991 à Séoul, un *Accord sur la réconciliation, la non-agression, les échanges et la coopération*. Un autre

¹ Diplomate suisse, chef de la délégation suisse à la Commission des nations neutres pour la surveillance de l'accord d'armistice (NNSC) en Corée. Voir RMS, janvier et février 1992. Il a officiellement le grade de Major General.

accord, la *Déclaration sur la dénucléarisation*, a été signé fin décembre 1991.

A l'heure où j'écris ces lignes, ces accords viennent d'être ratifiés au Nord et au Sud. Les documents ratifiés ont été échangés entre les deux premiers ministres le 20 février 1992, à Pyongyang, lors du sixième round des pourparlers. Si tout se passe comme prévu, des commissions intercoréennes et un office conjoint seront établis dans les trois mois à Panmunjom, en vue de régler les questions de détail relatives aux problèmes militaires, économiques, politiques, aux échanges culturels et aux personnes. L'accord bilatéral sur la très épineuse question nucléaire doit également déboucher sur la création d'un comité mixte, mais il semble que les premiers ministres n'aient pas réussi à s'entendre à Pyongyang. Leurs experts vont donc se retrouver d'ici quelques jours à Panmunjom pour tenter de trouver une solution.

Les USA, le Japon et la Corée du Sud suspectent la Corée du Nord d'être en mesure de développer des armes atomiques d'ici un à deux ans, alors que Pyongyang jure qu'il n'en est rien. La République populaire démocratique de Corée vient de signer avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), à Vienne, un accord de garantie relatif au traité de non-prolifération nucléaire. Pyongyang devrait prochainement ratifier cet accord,



La Neutral Nations Supervisory Commission. De gauche à droite, Navy Cpt Brezinsky (Pologne), Cpt Neuenschwander (Suisse), Mg Zarski (Pologne), Mg Sandoz (Suisse), Col Oberwiler (Suisse), Ltc Voitek (Pologne).

puis ouvrir ses installations à l'inspection de l'AIEA dans les mois suivants. Cette signature a été rendue possible grâce à la décision américaine de retirer de la Corée du Sud toutes ses armes atomiques tactiques et grâce à l'engagement formel du président sud-coréen Roh Tae-woo de bannir totalement de telles armes de son territoire. Enfin, les USA et la République de Corée renonceraient à leur exercice militaire combiné «Team Spirit» qui, depuis des années, empoisonnait les relations Nord-Sud.

Mariage d'amour ou mariage de raison?

Sur quel type de réunification l'*Accord sur la réconciliation, la non-agression, les échanges et la coopération* du 13 décembre 1991 pourrait-il déboucher? Le

modèle «allemand» (absorption), «vietnamien» (guerre), «yéménite» (rapprochement d'égal à égal) ou une association ne modifiant en rien les structures internes des deux Corées?

Nous pouvons d'emblée éliminer les modèles vietnamien et yéménite, le premier parce que ni le Nord ni le Sud ne veulent la guerre, le second parce qu'il ne faut pas se cacher la vérité: la quote-part annuelle de la République populaire démocratique de Corée requise par l'ONU, sur la base du PNB des pays membres, est dix fois inférieure à celle payée par la République de Corée. Il n'y a donc pas égalité.

Examinons donc l'hypothèse du «modèle de réunification allemand». On ne peut pas comparer le cas de la Corée et celui de l'Allemagne. Premièrement, on ne transpose pas aisément l'Occident en Orient. Les

mentalités sont totalement différentes. En outre, depuis des années, les Allemands de l'Est recevaient de l'Ouest une information quasiment complète et non censurée. Rien de tout cela en Corée du Nord où le gouvernement veut protéger la population contre la «propagande mensongère des impérialistes américains et de leurs valets séparatistes sud-coréens²» et, depuis peu, des ex-pays communistes aussi! Le poids de la Chine, un allié proche chez qui prédomine aussi le parti, n'existait pas en Allemagne où l'influence de l'URSS s'était considérablement atténuée depuis l'arrivée au pouvoir de Gorbatchev.

De nombreux observateurs s'accordent à dire que, malgré les efforts déployés de part et d'autre, malgré les pourparlers à très haut niveau (impensables il y a deux ans) et malgré l'accord signé le 13 décembre 1991 à Séoul, trop de choses séparent les deux Corées: des systèmes politiques et un développement économique très différents sont les principales pierres d'achoppement. Au Nord comme au Sud, nombreux sont ceux qui ne voudraient pas d'une réunification «à l'allemande». Au Nord, elle pourrait signifier une absorption par le Sud, la fin du système du «Dju-ché» (autarcie). Kim Il-sung a catégoriquement rejeté cette solution lors de son discours du 1^{er} de l'an 1992,



Le Major General Sandoz en compagnie du conseiller fédéral Delamuraz à Panmunjom, le 3 avril 1991.

comme il l'avait fait l'année passée, pour donner sa préférence à une association (sa «Confédération de Koryo»), lui permettant de bénéficier des investissements et de la technologie du Sud, sans avoir à en subir l'influence «libérale»³.

Quant au Sud, il n'est pas encore en mesure d'assumer le coût d'une telle opération, estimé par certains milieux industriels et financiers à un montant proche de celui investi par les Allemands dans l'ancienne République démocratique d'Allemagne, alors que la

²Bulletin officiel KCNA de la RPDC, N° 4, 4 janvier 1992.

³«In madly calling for exchange, the south Korean rulers seek a sinister aim to blow the wind of «liberalism» into the North...»: KCNA Bulletin N° 42, Feb. 11, 1992.

République de Corée n'est de loin pas aussi riche que ne l'était la RFA il y a deux ans. D'autre part, certains industriels du Sud aimeraient profiter de la main-d'œuvre bon marché et des importantes ressources minières du Nord avant les Japonais. Finalement, mais c'est très important, les deux Allemagnes ne se sont pas combattues, alors qu'ici la guerre a laissé des traces profondes. Il y a encore une très grande méfiance de part et d'autre, le Nord enseignant qu'il fut attaqué par le Sud en 1950 et Séoul se souvenant avoir été prise à deux reprises par les troupes venues du Nord.

On s'achemine donc vers la deuxième solution: une «confédération» (option du Nord) ou un «Commonwealth» (version Séoul). Chacun pourrait ainsi tirer un profit maximum d'une telle association, le Nord en préservant son système et en évitant des bouleversements tels que ceux que vit l'ex-URSS, le Sud en évitant les charges financières et sociales que connaît l'Allemagne.

Et maintenant?

L'entrée à l'ONU, qui a comme corollaire le respect de la Charte des Nations unies, exerce-t-elle déjà une influence dans ce contexte ardu? Il est difficile de le dire. Depuis son admission à New York, le Nord a bien signé l'accord du 13 dé-

cembre 1991, reconnaissant le «système» du Sud, mais pas expressément sa «souveraineté». Le Nord s'est bien engagé à œuvrer pour la réunification, mais n'a jamais officiellement déclaré vouloir renoncer à «communiser» le Sud. Quels moyens le Nord entend-il employer?

Dans ses discours du 1^{er} janvier en 1991 et en 1992, le «Grand Leader» Kim Il-sung a parlé de «moyens pacifiques» et il veut favoriser la discussion. A ce jour, personne ne peut prétendre qu'il n'a pas tenu parole. Périodiquement, la presse officielle nord-coréenne reprend l'idée du président Kim Il-sung d'une confédération: «Un pays, une nation, deux systèmes, deux gouvernements.» Cependant, dans les bulletins de l'agence de presse nord-coréenne KCNA, on peut

toujours lire la détermination de la RPDC d'exiger le départ des Américains de la péninsule⁴, une exigence reprise par les négociateurs nord-coréens lors des derniers pourparlers de Pyongyang et par le président Kim Il-sung dans son discours du 20 février 1992, adressé aux deux délégations: «There is no need for foreign troops in our country, nor is there any reason for foreign military bases to be maintained here.» N'oublions pas qu'au Nord la crainte d'une attaque américaine et sud-coréenne (lors d'exercices combinés américano-coréens, «Team Spirit» par exemple) provoque à chaque fois une mobilisation quasi générale de la population et des forces armées. Le départ des troupes US et des armes atomiques déployées au Sud fut d'ailleurs de tout temps requis par le Nord.



... avec l'ambassadeur Choe U-jin, membre de la délégation de la République populaire démocratique de Corée aux entretiens des premiers ministres des deux Corées.

⁴KCNA Bulletin, N° 10, 10 janvier 1992.

Glossaire

MAC	Military Armistice Commission (Commission militaire d'armistice, formée pour le Nord de représentants de l'armée populaire nord-coréenne et des «volontaires» chinois (soldats «engagés volontaires» pendant la guerre de Corée) et, pour le Sud de l'UNC).
UNC	United Nations Command (Commandement uni des troupes venues au secours de la Corée du Sud en 1950, suite à la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, formées des contingents de quinze pays: USA, BG, F, Canada, Philippines, Thaïlande, Grèce, Turquie, etc.).
NNRC	Neutral Nations Repatriation Commission (commission chargée de résoudre le problème des prisonniers de guerre (plus de 100 000 au Sud et plus de 10 000 au Nord) formée de l'Inde, qui assumait la garde des prisonniers, ainsi que de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Suède et la Suisse. Cette commission avait la responsabilité de déterminer pour chaque prisonnier s'il voulait rester dans le pays où il se trouvait ou préférait rentrer chez lui).
NNSC	Neutral Nations Supervisory Commission (commission formée de la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Suède et la Suisse, chargée de surveiller l'application de l'armistice. Le Nord avait choisi les Polonais et les Tchécoslovaques, alors que le Sud avait choisi les deux autres neutres).
NNIT	Neutral Nations Inspection Teams (équipes d'inspection des quatre membres de la NNSC, chargées de contrôler les rotations de personnels militaires et le remplacement du matériel de combat. Il y avait cinq NNIT au Nord et cinq au Sud qui furent retirées en mai-juin 1956, l'UNC craignant pour leur sécurité).
DMZ	Demilitarized Zone (zone de 4 km de large, traversant la péninsule d'est en ouest sur 240 km, dans laquelle aucune arme lourde ou automatique ne peut être placée ni même transportée).
MDL	Military Demarcation Line («frontière» entre les deux Corées, passant au centre de la DMZ).
JSA	Joint Security Area (zone conjointe de sécurité d'environ un kilomètre carré, sur laquelle se trouvent les baraquements de Panmunjom où siègent les commissions (NNSC et MAC) et où ont lieu certains pourparlers Nord-Sud. C'est le seul point de passage entre la RC et la RPDC).

Qu'en sera-t-il des troupes américaines?

Au Sud, le général américain RisCassi, commandant en chef de toutes les forces armées en Corée (USA, RC

et UNC), a déclaré que l'entrée simultanée du Nord et du Sud dans l'ONU ne modifiera jamais le rôle de l'United Nations Command (UNC) qui est de contrôler

l'application de l'accord d'armistice de 1953⁵. Quant aux troupes américaines stationnées au Sud, elles le sont sur la base d'un accord bilatéral signé par les USA

⁵Korean Herald, 29. 1. 1992.

et la République de Corée. Enfin, pour le Sud, après la signature récente par le Nord de l'accord de garanties du traité de non prolifération des armes atomiques, le contrôle sur place des installations nucléaires nord-coréennes est devenu une exigence de chaque jour et cette dernière est appuyée par de nombreux pays, dont les USA, le Japon et la Russie.

Quelles seront à l'avenir les exigences de Pyongyang? Il est encore trop tôt, au moment où j'écris ces lignes, pour le savoir, mais pour beaucoup d'observateurs, il semble étonnant que la RPDC veuille s'aligner spontanément, rapidement et inconditionnellement sur la politique d'ouverture que chacun souhaite.

La MAC et la NNSC survivront-elles longtemps encore?

La situation s'est donc détendue et il y a aussi des progrès non négligeables dans le dialogue Nord-Sud. Les deux parties qui avaient proposé la signature d'une *Déclaration de non-agression* (RPDC), respectivement d'une *Déclaration commune de réconciliation et coopération* (RC), ont trouvé un compromis avec une *Déclaration de réconciliation, de non-agression, de coopération et d'échanges*. On se souviendra que

le Nord voulait un seul et unique siège à l'ONU pour les deux Corées, occupé à tour de rôle, alors que le Sud qualifiait cette exigence d'irréaliste et d'irréalisable. Pyongyang a retiré cette exigence et l'admission de la République populaire et démocratique de Corée et de la République de Corée à New York a ouvert de nouvelles possibilités de dialogue, telles que la rencontre à l'ONU de deux hautes personnalités nord-coréenne et américaine qui, comme la presse suisse l'a rapporté, a été facilitée par l'entremise de notre pays⁶.

Malheureusement, les commentaires entendus après les sixièmes pourparlers entre les premiers ministres laissent supposer qu'à part l'échange des documents relatifs aux deux accords de fin 1991, aucun réel progrès n'a été réalisé à Pyongyang, fin février 1991. D'aucuns parlent même d'un «setback». Serait-on revenu à la guerre froide? Je ne le pense pas, mais les progrès étonnants et rapides des derniers mois risquent de marquer le pas.

La signature d'un traité de paix sortirait la péninsule de près de quarante années de «ni guerre ni paix», mais la signature d'un tel traité pose aussi problème: le Nord voudrait le signer avec les USA, car Pyongyang ne reconnaît pas officiellement le Sud comme Etat souverain; en outre,

il refuse de considérer la guerre de 1950-1953 comme une guerre entre Coréens. Les USA ne veulent pas signer un tel traité car, disent-ils, ils n'ont pas été en guerre contre la Corée du Nord; ce sont les Nations Unies qui se sont battues dans la péninsule. Le Nord doit donc signer avec le Sud. A Pyongyang, parlant de l'*Accord sur la réconciliation, la non-agression, les échanges et la coopération*, le «Great Leader» Kim Il-sung aurait dit, il y a quelques jours, à ses hôtes sud-coréens: «We have now a Peace Treaty.» Cependant, ni les Américains, ni les Sud-Coréens ne veulent considérer cet accord du 13 décembre 1991 comme un traité de paix, ni même comme une substitution de l'Accord d'armistice de 1953.

Et que devient la NNSC dans tout cela? Les Nord-Coréens pensent que le temps est venu pour cette commission de songer à s'en aller, puisque des commissions intercoréennes, issues des accords de fin décembre 1991, pourraient prendre le relai. Au Sud, on est d'un autre avis: le mécanisme mis en place par l'armistice de 1953 est plus nécessaire que jamais et il va subsister durant des années encore. Comme on le voit, rien n'est simple dans la péninsule coréenne!

B. Sz.
(février 1992)

⁶Berner Zeitung, 17 janvier 1992.